

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1359 - 5 janvier 1989 - 4 F

A L'occasion de la nouvelle année, DIAL est heureux de présenter ses meilleurs vœux à ses lecteurs

1492
* 1992

D 1359 PÉROU: CONSEIL INDIEN, "SENTIER LUMINEUX" ET 5e CENTENAIRE

Le document que nous publions ci-dessous, bien que relativement ancien, a un double intérêt. Emanant du Conseil indien d'Amérique du sud, à travers sa commission internationale pour les droits des peuples indiens, ce document condamne le mouvement de guérilla "Sentier lumineux" du Parti communiste péruvien (cf. DIAL D 936 et 1211); il met également en procès le comportement historique des conquérants espagnols vis-à-vis des populations indiennes. Sur ce dernier point le Conseil indien d'Amérique du sud a été l'un des premiers à entrer, pour la partie indienne, dans le débat ouvert à l'occasion de la préparation du 5e centenaire de la découverte de l'Amérique (cf. DIAL D 1356).

Ce texte a été présenté le 6 mars 1985 à l'ONU dans le cadre d'un groupe de travail sur les droits de l'homme.

Note DIAL

DÉCLARATION DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DU CONSEIL INDIEN D'AMÉRIQUE DU SUD POUR LES DROITS DU PEUPLE INDIEN

Génocide dans les Andes

Depuis 1980, année grégorienne, le mot "Ayacucho" dépasse les frontières de la République du Pérou qui n'a que cent soixante-quatre ans d'âge. Sa fondation comme Etat républicain a lieu deux cent quatre-vingt-neuf ans après le début de l'invasion et de l'occupation illégale, colonialiste et impérialiste par les ancêtres de l'Etat espagnol. L'invasion a été admise et justifiée par l'Eglise catholique du simple fait que nous, comme peuples envahis, n'étions pas chrétiens; cette même Eglise qui a aujourd'hui son siège central à Rome, en Italie, comme Etat indépendant: le Vatican. Nos peuples sont ainsi devenus les vassaux du roi d'Espagne et de l'Eglise catholique.

Il est admis que le monde occidental et chrétien a mille neuf cent quatre-vingt cinq ans de projection historique. Ainsi, comme Indiens, pouvons-nous affirmer en toute certitude que c'est en 1532, année de l'assassinat de Atawallpa (1), qu'a commencé la violation systématique des droits de l'homme à l'encontre des nations et/ou communautés indiennes qui habitent sur le territoire de ladite République du Pérou d'aujourd'hui.

S'il nous était possible de traverser le temps et l'espace et de revenir aux premières années de l'invasion des Espagnols dans notre terre dite d'Amérique, en ayant avec nous la Charte universelle des droits de l'homme des Nations-Unies et accompa-

(1) Atualpa, dernier empereur inca, exécuté par l'Espagnol Pizarro le 29 août 1533 (NdT).

gnés des membres des organisations internationales des droits de l'homme, il est absolument sûr que l'Etat espagnol et l'Eglise catholique seraient universellement condamnés pour leurs atrocités et leur génocide à l'encontre des peuples indiens des Amériques. Il est sûr que le génocide perpétré à l'encontre des juifs par le régime nazi de l'Allemagne d'Hitler apparaîtrait comme un fait minuscule. Il est sûr que tous les chefs politiques et ecclésiastiques de l'Empire espagnol seraient condamnés, les uns à la pendaison, les autres à la réclusion à vie. Il est sûr qu'il serait historiquement fait justice. Il est sûr qu'on parlerait de l'histoire vraie de nos peuples. Il est sûr qu'il serait mis un terme au colonialisme oppresseur.

Cela n'est malheureusement pas encore arrivé. C'est pourquoi nous affirmons et déclarons à la face du monde et de tous les membres des Nations-Unies que la violation des droits de l'homme à l'encontre des peuples indiens des Amériques existe depuis quatre cent quatre-vingt-treize ans. Et, pour la République du Pérou en particulier, depuis en fait quatre cent cinquante-deux ans.

Le monde des personnalités qui prennent la défense des droits de l'homme et le monde des gouvernants doivent comprendre, avant toute autre chose, que le génocide actuellement en cours dans la zone montagneuse centrale du Pérou n'est pas la faute directe du gouvernement actuel, et encore moins celle des fous du Parti communiste du Pérou sous le nom de "Sentier lumineux". Les coupables directs de ce génocide latent sont en premier lieu Francisco Pizarro et le prêtre Valverde, puis tous ceux qui, de manière inhumaine, ont contribué par l'esclavage à exploiter et à écraser totalement l'Indien, l'habitant millénaire du Pérou. Il y a deux coupables dans l'histoire, sur le plan international: les ancêtres de l'Etat espagnol et les ancêtres de l'Etat ecclésiastique du Vatican. A eux s'ajoute évidemment tout l'actuel système d'imposition et d'oppression en vigueur dans notre existence de peuples ayant leur culture et leur histoire propres (3).

"Sentier lumineux" apparaît sur la scène politico-militaire en 1980 avec l'objectif utopique de renversement radical du système en place pour en "terminer" prétendument avec la faim et la misère. Dès le départ ses actions "politiques" et "militaires" ont été violentes. Ses membres ont inauguré leurs opérations en assassinant des êtres humains et en se présentant comme "marxistes", "léninistes", "maoïstes", "sous la direction du camarade président Gonzalo et de sa pensée". Ainsi commence l'actuelle phase de terreur pour les membres des communautés sans défense, dont la majorité est analphabète bilingue, c'est-à-dire qu'ils ne savent lire et écrire ni en espagnol ni en quechua. Il y a également des communautés qui ne parlent pas espagnol. Dans l'esprit de nos frères, qu'ils soient déjà morts ou encore survivants, qu'ils soient vieux, hommes mûrs ou enfants, il n'y a pas de place pour les mots Russie ou Chine, ni non plus pour les noms des gouvernants du Pérou.

Comme cela se produit dans tous les Etats du monde, toute rébellion - qu'elle soit justifiée ou injustifiée - provoque une réaction d'écrasement. Les droits de l'homme sont automatiquement atteints. La mort de l'ennemi est l'objectif ultime, que ce soit physiquement ou institutionnellement. A Ayacucho et environs, les "sendéristes" (2) ont pour but ultime la liquidation de l'ennemi que sont les structures de l'Etat péruvien, pour les remplacer par d'autres; l'objectif des forces de sécurité, défini dans la Constitution de l'Etat, est de défendre et de protéger les structures, ce qui veut donc dire que leur but ultime est également l'anéantissement de l'ennemi.

Qui sont les cibles ou les victimes innocentes de cette sale guerre entre deux forces ignorantes de la réalité indienne et de la véritable identité de l'Amérique? Jusqu'à présent les seules victimes sont d'humbles membres des communautés quechuas, depuis les vieux jusqu'aux enfants. Parmi les morts il n'y a aucun banquier, chef d'entreprise, propriétaire terrien ou homme politique de premier plan. La plupart des morts sont des gens qui ont vécu et vivent dans un oubli total, victimes d'une

[2] Membres de "Sendero Luminoso" [NdT]. [3] La culpabilité "directe" des Conquêteurs dans le mouvement Sentier lumineux actuel est discutable [NdT].

discrimination imposée par l'histoire et se poursuivant aujourd'hui. Ce sont des êtres humains qui, pour l'Etat péruvien, ne coûtent rien ni en monnaie péruvienne ni en dollars. Ils sont les descendants directs des vrais maîtres de la terre et de ses richesses.

"Mouchards" est le mot synonyme de mort garantie pour les habitants des communautés, donnée soit par "Sentier lumineux" soit par les forces de sécurité. Dans chaque "coup de filet" ou "attaque" dont les habitants des communautés sont victimes de la part des groupes en conflit, ils doivent obéir à des ordres divers et garder le silence sur les exactions subies. Qui donc impose l'ordre, le respect et la protection des communautés? Personne. Nos frères sont voués à devenir de la chair à canon, destinés à servir de cibles aux expériences balistiques et livrés aux aberrations mentales des forces belligérantes.

Quand les habitants des communautés décident de résister aux actes de vandalisme et d'inhumanité des groupes "sendéristes" tout autant que des forces de sécurité qui abusent de leurs pouvoirs et de leurs devoirs, on voit alors apparaître des "voix autorisées" qui ne supportent pas que les habitants des communautés déclarent être obligés par l'armée ou la marine à s'armer et à se défendre. C'est l'occasion de constater une nouvelle fois la réaction anti-indienne et inhumaine de secteurs de l'opinion publique intéressés à ce que la mort d'Indiens suive son cours normal jusqu'au moment où elle "fera échec" au gouvernement, et cela dans l'ignorance complète que les habitants des communautés ne font qu'exercer leurs droits naturels quand ils se regroupent pour défendre leurs vies et leurs biens.

Pour sa part le gouvernement ne fait rien pour aider à la défense civile des habitants des communautés; il ignore totalement les morts et la misère. Il faut savoir que le gouvernement péruvien est aux ordres du Parlement national dans lequel se retrouvent les représentants des partis politiques, vulgairement appelés "de droite" ou "de gauche". C'est-à-dire que le gouvernement péruvien relève de la responsabilité directe de tous les représentants, qu'il s'agisse des sénateurs ou qu'il s'agisse des députés, mais aussi des autres invasions culturelles, sociales, économiques, politiques, militaires et religieuses. En règle générale, les représentants pratiquent la discrimination à l'égard de la réalité indienne et face au drame du génocide qui se déroule à Ayacucho.

L'une des plus hautes institutions spirituelles, l'Eglise catholique, laquelle est protégée par l'Etat péruvien, ne s'est jamais prononcée impartialement. Quand le pape Jean-Paul II a rendu visite au Pérou, il n'a demandé qu'aux "sendéristes" de faire la paix, comme s'ils étaient les seuls coupables, en oubliant que les "conquérants du Pérou" assassinaient des Indiens au nom de Dieu qu'il représente.

Face à l'ignorance de la majorité des humbles, Indiens ou non Indiens, le chef de l'Eglise catholique a donné son aval au génocide des Andes devant le monde entier quand il a reçu dans ses mains la croix qu'avait utilisée les premiers auteurs du génocide aux ordres de Francisco Pizarro en 1532. Sa principale préoccupation a été la foi catholique, comme si nous étions encore au temps du 16^e siècle européen, à l'époque où l'on croyait que la faim, la misère, la mort violente et l'exploitation résultaient du fait de n'être pas chrétien ou de ne pas croire en Dieu et en Jésus-Christ.

Il est extrêmement important de rappeler que les morts horribles, les destructions d'habitations par le feu, les viols et les assassinats de personnes mineures, l'analphabétisme, le manque de terres à travailler, le refus de l'histoire véritable, la misère ainsi que la discrimination raciale, culturelle, sociale, économique et politique dont souffrent les habitants des communautés ne résultent pas du manque de foi envers le catholicisme, mais que ces maux résultent de l'oppression et de la colonisation que nous, Indiens, connaissons encore partout dans les Amériques.

Comment faire cesser le génocide dans les Andes péruviennes?

- 1) Il faut garantir l'intégrité de la vie des citoyens des communautés.
- 2) Il faut condamner, après les avoir jugés, les responsables de l'exploitation et de la misère régnante.
- 3) Il faut condamner les responsables et les militants assassins de "Sentier lumineux".
- 4) Il faut condamner les responsables d'actes arbitraires, d'abus et de morts commis par des membres des forces de sécurité.
- 5) Il faut condamner les personnes et les institutions qui utilisent la misère des habitants des communautés à des fins personnelles et lucratives.
- 6) Il faut reconnaître officiellement les langues quechua et aymara, et éduquer dans ces langues les enfants et les adultes.
- 7) Il faut couper à la racine tout système d'exploitation et de discrimination raciale, culturelle, sociale, économique et politique.
- 8) Il faut prendre avec urgence des mesures pour protéger les habitants des communautés de la faim, de la maladie et de la mort qui en résulte.
- 9) Il faut moraliser les gouvernés et les gouvernants en faisant cesser la corruption publique.
- 10) Il faut prendre des mesures politiques de soutien économique de la région.
- 11) Il faut mettre en jugement tous les "anciens propriétaires terriens" et "propriétaires terriens" (latifundiaires) qui profitent de la conjoncture pour se venger des habitants des communautés.
- 12) Il faut protéger la vie et l'avenir des enfants orphelins, tout comme celle des personnes âgées.
- 13) Il faut fournir des semences, des outils et des moyens financiers pour relancer l'agriculture et l'élevage qui sont actuellement à moitié paralysés.
- 14) Il faut sensibiliser l'opinion nationale et internationale sur la nécessité historique de rendre justice aux nations et/ou communautés indiennes.
- 15) Il faut reconnaître la souveraineté spirituelle des nations indiennes.
- 16) Il faut reconnaître la culture et l'histoire des nations indiennes.
- 17) Il faut supprimer la discrimination raciale, pratiquée dans l'histoire nationale et mondiale.
- 18) Il faut condamner historiquement les responsables de l'écrasement des nations indiennes.
- 19) Il faut modifier l'infrastructure politique de l'Etat péruvien par la décentralisation du pouvoir politique exercé par Lima.
- 20) Il faut éduquer la population en général à propos des droits et des valeurs des nations indiennes ainsi que de leur apport à l'identité nationale.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 340 F - Etranger 400 F - Avion 470 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441